

L'ÉCOSOCIALISME



L'ÉCOSOCIALISME

GAËTAN GORCE

Fondation Jean Jaurès

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



Fondation
Jean Jaurès

L'ÉCOSOCIALISME

GAËTAN GORCE

SOMMAIRE

Introduction	5
L'écologie est-elle un humanisme ?	11
Un troisième temps du socialisme	17
Les étapes d'une régénération intellectuelle et morale	25
Qu'est-ce que l'écosocialisme ?	33
Conclusion : l'écosocialisme, un projet de civilisation	57

INTRODUCTION

La gauche se cherche. Mais pour se trouver, encore lui faudrait-il orienter sa quête dans la bonne voie. L'oubli de l'histoire l'oblige à n'avancer qu'à tâtons, sans plus de repères. Lui est-il pourtant si difficile de se souvenir qu'elle a toujours été plurielle, partagée dès l'origine – c'est-à-dire durant le court laps de temps qui sépare la grande Révolution de la révolte des canuts – entre républicains et socialistes ? Et qu'eux-mêmes étaient traversés par des sensibilités contradictoires : libéraux ou artisans de la souveraineté populaire pour les uns, révolutionnaires ou gradualistes pour les autres ? Qu'on le veuille ou non, ces grandes lignes de partage se retrouvent encore aujourd'hui et les ignorer condamne à en rien comprendre à ce qui se joue.

Les républicains croient en l'État et en la loi. Leur but n'est pas de construire un autre monde mais de rendre plus juste l'ordre existant. Leur projet est de constituer et de consolider la communauté nationale. L'économie les intéresse moins que le droit et ils nourrissent un scepticisme naturel à l'égard de toute forme d'utopie. Ce sont eux

aujourd'hui qui gouvernent, incertains cependant de leurs choix entre une souveraineté qui faiblit sous la pression de l'Europe et une sensibilité libérale qui s'affirme sous la poussée des individualismes.

Dès lors, les socialistes s'ignorent eux-mêmes, pour s'être choisis des dirigeants dont la culture politique se nourrit d'une autre tradition. Aussi ne pourraient-ils revenir à eux qu'en retrouvant leur mémoire, celle de leur combat séculaire pour rééquilibrer les pouvoirs entre l'économique, le politique et le social. Pour les socialistes, la démocratie (dans la tradition française, « la République ») n'est pas un but en soi mais le moyen pour la collectivité de prendre son destin en mains, d'aller plus loin dans le sens d'une société plus égale. Une société où chacun trouve dans l'organisation sociale les moyens de sa liberté, voire de son émancipation, c'est-à-dire la possibilité de jouir de l'ensemble de ses talents sans subir la limite de la tradition, du dogme ou de la subordination à un pouvoir sur lequel il n'aurait aucune prise.

Si le républicain est sceptique, le socialiste est insatisfait. Leur alliance s'est établie autour de la lutte contre la réaction monarchique et pour le suffrage universel. Scellée autour de l'affaire Dreyfus, elle ne s'est jamais démentie, malgré l'émergence d'un courant radical, anarcho-syndicaliste d'abord, communiste ensuite, dont l'agonie est désormais achevée.

S'il est plus difficile aujourd'hui de déceler cette ligne de partage, de dessiner cette frontière, c'est qu'elle passe à l'intérieur des partis. Et que la plupart de ceux qu'elle concerne n'en ont même plus conscience tant l'ignorance est crasse, les cultures politiques égarées, le pragmatisme encensé. C'est donc d'une remémoration que la gauche a d'abord besoin, prélude à un réveil qui ne pourra dès lors venir que des deux côtés.

Aux républicains de régler son compte à la sensibilité néo-libérale qui les éloigne de leurs principes fondamentaux. La crise de conscience qu'ont provoquée les événements de janvier 2015 y est propice. Le retour de questionnements sur ce qui fait une Nation, le sens de la laïcité, etc., va dans le bon sens. Cela sera-t-il durable ? Rien n'est moins sûr, si l'on se souvient de l'indifférence et de la passivité qui suivirent la crise des banlieues ou le rejet du Traité constitutionnel européen.

Aux socialistes de retrouver l'ambition de transformer la société et, pour ce faire, de la remettre aux mains des hommes. L'hyper-économisme a réduit le politique comme peau de chagrin et favorisé une insupportable croissance... des inégalités. Le pouvoir comme la richesse échappent de nouveau au « commun ». Mais, pire encore, ce processus, qui sape notre cohésion sociale, met désormais aussi en péril nos conditions de vie sur la planète. À tel point

que l'on peut penser que le combat que mena plus d'un siècle durant le mouvement socialiste pour obliger le Capital à composer avec le Travail, et qui est loin d'être achevé, doit maintenant se compléter du même effort pour le contraindre à respecter la planète, ses ressources, ses espèces, ses chances de survie.

Le socialisme, après la longue éclipse imposée par l'effondrement du communisme, redevient donc d'actualité... au moment même où ses thuriféraires supposés semblent en douter en cédant aux sirènes d'un libéralisme économique que ni la Troisième voie de Tony Blair, ni le « nouveau centre » de Gerhard Schröder, ni le progressisme de Bill Clinton n'ont réussi à réconcilier avec le social. L'idée que les hommes puissent ou doivent prendre en main collectivement leur destin peut de nouveau s'imposer face aux désordres auxquels le monde est promis. Du fait même de ceux-ci, la longue éclipse qu'a connue l'idée d'intervention publique est en passe de s'achever. Telle est la conviction qui irrigue ce petit essai.

Le socialisme n'est pas mort avec la société industrielle qui l'a vu naître. Et sa renaissance viendra des contradictions auxquelles le productivisme soumet désormais toutes les sociétés. Parce qu'au-delà de la révolte et de la conscience ouvrières, il exprime, dans sa définition même, la volonté de la société d'exister en tant que telle, de porter un intérêt commun et de le fonder sur la justice. C'est d'ailleurs

cette volonté qui constitue le point de rencontre des deux grands courants de la gauche française. Et c'est autour de celle-ci qu'ils devraient pouvoir à nouveau se réunir en cessant de se laisser abuser par des séparations artificielles.

L'ÉCOLOGIE EST-ELLE UN HUMANISME ?

C'est par l'écologie que le socialisme pourra donc se ressourcer ! Pareille affirmation n'est cependant pas sans susciter des réserves de principe dont il nous faut, au préalable, faire justice afin de lever toute ambiguïté sur la nature de la démarche proposée. La prise en compte de la question écologique se heurte en effet dans l'esprit de beaucoup à un obstacle insurmontable : assimilée à un « retour à un ordre naturel », l'écologie serait contraire à l'esprit des Lumières. La protection de l'environnement fournirait même le prétexte à une contre-offensive idéologique visant à soumettre l'individu au monde dont il avait, voici trois siècles, réussi à s'émanciper.

L'objection est-elle réhabilitoire ? On est certes en droit de s'interroger sur les conséquences que pourrait avoir le succès de thèses visant à reconnaître à la nature des droits propres opposables à la loi des hommes, ce qu'il est convenu d'appeler « l'écologie profonde ». Pareille conception pourrait en effet conduire par exemple à restreindre les libertés individuelles, voire le fonctionnement de nos démocraties, sous prétexte d'une nécessité supérieure si ce n'est d'une urgence... Elle tendrait à retirer à l'homme la primauté que lui vaut sa

conscience d'être et du monde qui l'entoure. Au point que certains, comme Marcel Gauchet, ont pu se demander si « sous l'amour de la nature » ne se cacherait pas « la haine » des hommes »¹...

Vue de loin, il ne fait aucun doute que la philosophie écologique, par certains de ses aspects, comporte bien des traits qui ont caractérisé, dans l'histoire, la pensée réactionnaire : le refus de l'idée de progrès, ce « fanal obscur », stigmatisé par Baudelaire, qui laisse croire qu'il suffirait de suivre le mouvement du temps pour gagner en richesse, en bien-être et en liberté ; le goût pour une société organique dans laquelle les passions individuelles éveillées par le rationalisme moderne seraient soumises à la contrainte nécessaire à la survie du tout ; l'évocation, si sensible chez les Romantiques, d'un ordre naturel, associé à la nostalgie du passé et à la critique de la laideur urbaine, du machinisme et des temps nouveaux ; le pessimisme foncier, enfin, fondé sur le sentiment que tout ce que l'homme, moderne Prométhée, peut entreprendre pour améliorer sa condition ou contrarier son destin se retourne inéluctablement contre lui.

Ce procès, et l'on n'a pas manqué de le faire, peut être instruit, et avec force arguments. Mais il ne concerne

1. Marcel Gauchet, « Sous l'amour de la nature, la haine des hommes », *Le Débat*, n° 60, 1990/3, pp. 247-250.

qu'une partie du problème : « qualifier » l'écologie, l'affubler d'un adjectif en précisant son sens, ne peut suffire à la « disqualifier ». Il existe en effet – comment le nier ? – une écologie réactionnaire ; mais il existe aussi une écologie « scientiste » voire technocratique ; une écologie autoritaire ; ou bien encore une écologie empirique ou opportuniste ; et même une écologie libérale qui, *via* la formule du marché des quotas d'émission, par exemple, a plutôt le vent en poupe ! Et cela parce que la crise écologique (la réduction de la biodiversité, le réchauffement climatique) étant un fait, qui comme tel s'impose à tous, l'humanité, dans ses choix politiques, peut envisager de lui apporter autant de réponses qu'il lui est loisible d'en imaginer.

La question écologique, en conséquence, loin d'étouffer le débat public, le nourrit, l'alimente et le renouvelle. Elle en déplace les termes en obligeant ses acteurs à se recentrer sur l'enjeu qu'elle représente. Mais elle n'en dicte pas l'issue, n'impose pas de solutions. Renoncer à considérer le risque technologique au motif qu'y céder reviendrait à condamner la science, relativiser le réchauffement climatique parce que l'admettre nous obligerait à tirer un trait sur l'ambition d'améliorer la condition matérielle des hommes, me semble relever d'un aveuglement et d'une dérive idéologique tout aussi préoccupante que celle, opposée, qu'elle entend condamner. C'est d'ailleurs cette simplification outrancière du débat, mettant aux prises Anciens et Modernes, qui rend

nécessaire une réflexion plus approfondie sur la façon dont le mouvement socialiste doit s'emparer du sujet.

C'est en ce sens que l'on invite ici à la constitution d'un socialisme écologique, c'est-à-dire d'une pensée de l'émancipation et de l'organisation sociale reconstruite autour de la problématique nouvelle soulevée par l'épuisement de la planète qu'entraîne inexorablement un système économique tournant sur lui-même. À l'opposé du (fragile) consensus qui plane encore sur la question, de sommets des Nations unies en conférences internationales, la crise écologique appelle désormais des choix de valeurs. Ces choix, nous avons tout à gagner à les situer dans le prolongement de l'humanisme qui constitue le fonds commun de nos démocraties depuis qu'Emmanuel Kant a placé dans l'homme la source de l'obligation morale ! C'est bien d'ailleurs ce que le penseur le plus accompli de la question écologique, Hans Jonas, a voulu faire en reprenant à son illustre prédécesseur la notion d'« impératif catégorique, c'est-à-dire l'idée d'une exigence inconditionnée conduisant non plus seulement au respect de l'homme mais de tout ce qui fait son humanité, à savoir y compris la nature qui l'entoure et les générations qui le suivront (le « principe responsabilité »).

Pour pouvoir définir l'homme par sa capacité de penser et de juger par lui-même, la philosophie des Lumières a certes dû le séparer de son environnement, le distinguer de

la nature lui donnant ainsi le moyen d'agir sur elle et de la transformer. Mais cela ne pouvait signifier, comme on a préféré le croire trop longtemps, que l'homme n'aurait jamais à considérer ni assumer les conséquences de son action, *a fortiori* si celles-ci ne pouvaient manquer de l'affecter.

C'est tout le sens du « principe responsabilité » mis à jour par Hans Jonas. Celui-ci repose certes sur un fondement pessimiste (l'homme maîtrise la nature par une technique qu'il ne maîtrise plus) mais aboutit à une obligation d'agir. Cette invitation nouvelle à l'action se trouve à la fois impliquée par la capacité que l'homme s'est donné de pouvoir s'autodétruire et fondée sur le droit de toute vie à se prolonger. L'Homme se voit ainsi assigner un devoir qui ne contredit pas son pouvoir mais l'encadre : celui de ne pas mettre en péril les conditions d'une vie en permanence authentiquement humaine.

La philosophie de Hans Jonas n'introduit donc nulle rupture par rapport à l'humanisme. Mais en faisant de la notion de responsabilité le complément logique de notre liberté, il nous invite à effectuer nos choix en fonction de leurs conséquences sur l'autre. C'est le respect que nous lui portons qui nous interdit d'exercer notre puissance à son encontre. Il s'ensuit que notre responsabilité croît avec notre puissance dont nous devons du coup apprendre à anticiper et donc à mesurer les effets. La connaissance devient ainsi inséparable de la responsabilité, ses limites et ses angles morts nous

incitant à respecter un autre principe : celui de précaution, qui, loin d'être un obstacle à l'action, constitue au contraire une invitation à arbitrer entre le bénéfice attendu et le risque possible. Il va de soi que ce choix ne saurait être que politique, au meilleur sens du mot, la décision que nous prenons collectivement étant à chaque fois le résultat de la valeur que nous attribuons aux choses que cette décision affecte. Il en résulte que plus nous sommes attachés socialement, collectivement à une chose, moins nous devons la mettre en péril.

Ainsi comprise, l'écologie est bien un humanisme puisque c'est à l'homme qu'elle s'adresse, l'invitant à tout mettre en œuvre pour se perpétuer en écartant aussi bien le risque de la destruction que celui de l'aliénation (en particulier à la technologie). Loin de remettre en question la volonté humaine, elle l'encadre par des valeurs inspirées par une conception de l'homme élargie à son environnement et intégrant enfin les monstrueux événements qu'a produits, d'Auschwitz à Nagasaki, du Goulag à Fukushima, le siècle écoulé. S'il n'est plus question désormais de s'en remettre aux prétendues lois de l'histoire ou de la science, pas plus qu'à la tradition, la divinité ou à un dictateur éclairé (encore que Hans Jonas ait marqué à ce sujet une troublante hésitation), c'est à l'homme qu'il revient de reprendre, dans les limites de sa condition et de sa connaissance, forcément imparfaite, la responsabilité de son histoire, forcément incertaine.

UN TROISIÈME TEMPS DU SOCIALISME

Pareil raisonnement ne nous ramène-t-il pas au socialisme, à sa définition comme à son histoire ?

Qu'est-ce en effet que le socialisme, sinon le refus du fatalisme face aux problèmes auxquels notre humanité est confrontée ? Qu'est-ce que le socialisme sinon la volonté d'organiser démocratiquement la société autour de valeurs collectives, à commencer par l'égalité, c'est-à-dire la justice ? Et cette volonté n'est-elle pas plus que jamais d'actualité au regard de la crise que doit affronter le libéralisme incapable de préserver l'économie des conséquences de la spéculation financière et notre planète des ravages du réchauffement et de la destruction de notre environnement ?

Ma conviction est que, au-delà des différences qui sillonnent la gauche, le socialisme a bel et bien un avenir à condition qu'il ne se réfugie pas derrière des formules datées ! Je reste persuadé que ceux qui prédisent sa disparition se trompent, cherchant à masquer derrière un prétendu « sens de l'histoire » leur résignation à laisser le monde tel qu'il est. Disons-le tout net : ce nouveau défi que représente l'écologie

place les socialistes devant leurs responsabilités, les invitant à ouvrir ce qui pourrait être le troisième temps de leur histoire.

À la violence et la brutalité des premières révolutions industrielles et du capitalisme sauvage, ils firent d'abord longtemps le choix d'opposer une alternative radicale. Leurs leaders théorisèrent une inéluctable révolution, dont la perspective fut sans cesse repoussée. Au capitalisme raisonné de l'après-guerre, ils surent ensuite, au prix d'une formidable mutation, imposer les transformations démocratiques et sociales sur lesquelles repose encore l'équilibre de nos sociétés. À la folie spéculative et marchande, enfin, qui caractérise la mondialisation, ne leur revient-il pas aujourd'hui de substituer un autre modèle de développement, fondé sur la préservation des ressources naturelles, la satisfaction des besoins sociaux essentiels et la coopération des peuples ?

Dans le nouveau contexte de ce début de XXI^e siècle, au regard des bouleversements dans lesquels notre monde est entraîné, il ne fait aucun doute à mes yeux que l'écologie constitue désormais la dimension nouvelle à partir de laquelle l'idée socialiste – celle d'un monde organisé autour de la recherche de l'intérêt collectif par la démocratie – pourra se redéployer.

En cela, le socialisme ne fera d'ailleurs que renouer avec ses origines. S'il trouve sa source intellectuelle dans les

Lumières, le mouvement socialiste observe dès l'origine que le libéralisme ne débouche pas spontanément sur un ordre social garant d'un progrès maîtrisé et partagé. Ses premiers porte-parole dénoncent au contraire l'anarchie morale, les gaspillages et la misère provoqués par la loi de la concurrence. Il ne soumet pas pour autant la société moderne à la même critique que les conservateurs ou les romantiques qui rêvent du retour à un ordre ancien, traditionnel ou naturel, mais appelle à discipliner les forces que la double Révolution, politique et économique, a libérées. Et ceci, précisément, au nom d'une conception du progrès élargie au progrès social, au progrès humain. Aussi plaide-t-il dès l'origine pour une autre organisation du travail (Louis Blanc) comme pour le développement de l'éducation (Leroux, Owen). Aussi introduit-il la revendication de l'égalité homme/femme (Fourier) ou le projet d'intégration européenne (Saint-Simon) ; aussi se rallie-t-il progressivement à l'idée que c'est par la démocratie que ces progrès (au-delà de la seule croissance matérielle) pourront être introduits. Des pionniers de Rochdale, inventeurs au milieu du XIX^e siècle de la première coopérative de consommation, aux ateliers de Proudhon, le socialisme s'est toujours fait l'apôtre d'une économie tournée d'abord vers la satisfaction des besoins, voire vers l'autosuffisance à l'instar des premières communautés fondées par Robert Owen.

À la différence d'un marxisme sommaire, dont il peine parfois à se détacher, le socialisme, en particulier français

ou britannique, privilégie depuis toujours la perspective d'une société harmonieuse, apaisée (à l'instar de l'anglais William Godwin dès le XVIII^e siècle). Et, si Fourier veut faire fertiliser le Sahara « par 10 ou 20 millions de bras »², il préconise surtout une mécanique des passions privilégiant la recherche du bonheur comme fondement de l'organisation sociale. La qualité de la vie, liée notamment à l'introduction des loisirs et à la réduction du temps de travail (que l'on songe au *Droit à la paresse* de Lafargue), figure parmi ses premiers objectifs. Au-delà de la légitime satisfaction des besoins élémentaires, il répudie très vite une vision consumériste au profit d'une approche fondée sur l'accès de tous à la culture pour se référer à l'idée d'une civilisation plus haute (Charles Andler) mettant à l'honneur l'échange, la connaissance, la beauté (à l'instar, de l'autre côté de la Manche, des travaux de John Ruskin, des écrits de William Morris mais aussi, plus près de nous, d'Anthony Crosland). C'est parce qu'il ne se confond pas avec le productivisme auquel l'avaient identifié un temps le stakhanovisme soviétique mais aussi une fraction de la social-démocratie que le socialisme est ainsi avec l'écologie dans son élément naturel.

Pour autant, l'écosocialisme ne signifie nullement le ralliement du socialisme à l'écologie politique qui trouve au

2. Charles Fourier, *Théorie des quatre mouvements et des destinées générales*, Leipzig, 1808, rééd. Dijon, Presses du Réel, 1998.

contraire ses fondements dans un naturalisme subversif dont Serge Moscovici avait jeté les bases dès après 1968. Stigmatisant la coupure artificielle que l'humanisme « abstrait » (c'est-à-dire éloigné de la réalité de la vie humaine) avait introduite entre nature et culture, l'écologie politique plaide alors non pour un retour à un Éden fantasmé mais pour une libération de l'individu du carcan de la société moderne. Il réhabilite la diversité des appartenances, des milieux, des projets et donne à la lutte politique une dimension d'abord régionaliste, féministe, minoritaire, privilégiant toutes les formes d'« enracinement ». Le projet de l'écologie politique est moins de changer la société que la vie, en agissant non dans l'histoire mais au présent, thématique que reprendra Brice Lalonde dans une version libertaire qui marquera durablement la philosophie des Verts jusqu'à aujourd'hui.

À l'inverse, pour l'écosocialisme, l'adversaire est un système. Aussi s'attaquera-t-il moins à l'homme et à ses caractères supposés (l'excès démographique, son tempérament de prédateur) qu'aux procédés auxquels il recourt et aux logiques qui y président. Loin de condamner la science ou la technologie, il voudra les mettre au service d'une organisation plus rationnelle. Son ambition n'est pas de sauvegarder l'existant mais d'inventer un modèle collectif qui respecte les équilibres écologiques, rendant compatible l'exigence de développement avec la préservation des écosystèmes. Il ne saurait en conséquence être question de fondre le socialisme

dans l'écologie mais d'en faire surgir une synthèse nouvelle, de faire de l'écologie l'axe d'un projet contemporain dont l'ambition reste de donner à la société une finalité humaine.

Conscients des dangers que le déploiement sans frein de la loi du profit fait courir à l'humanité et aux différentes formes de vie sur la planète, convaincus que question sociale et question environnementale ne peuvent plus être séparées, les socialistes doivent admettre qu'ils ne peuvent plus rester fidèles à eux-mêmes qu'en se déclarant désormais écocosocialistes, associant la volonté de transformation sociale dont ils ont toujours été porteurs au besoin de régulation démocratique et économique que fait naître avec de plus en plus de force la perspective d'une crise climatique.

Aussi l'écocosocialisme ne signifie-t-il pas la conversion du socialisme à une philosophie écologiste mais l'intégration des enjeux de l'écologie dans son projet historique qui en fait sinon l'adversaire, du moins le contrepoids du capitalisme. L'écocosocialisme observe ainsi que l'extension progressive de la logique marchande à tous les domaines, qui fait reculer les garanties sociales, menace aujourd'hui non plus seulement la dignité des personnes, mais les conditions de leur existence comme celle des différentes formes de vie sur la planète. L'écocosocialisme considère ainsi que l'exploitation systématique de toutes les ressources, humaines et naturelles, qui est au cœur du capitalisme contemporain, met désormais en danger

la société tout entière. « L'écologie, rappelait André Gorz, n'a toute sa charge critique et éthique que si les dévastations de la Terre, la destruction des bases naturelles de la vie sont comprises comme les conséquences d'un mode de production ; et que ce mode de production exige la maximisation du rendement et recourt à des techniques qui violent les équilibres biologiques »³. L'écocosocialisme n'en déduit pas la fin ou le refus du progrès. Il n'annonce pas le nécessaire retour à un ordre naturel perdu. Il n'épouse pas les conclusions d'une idéologie catastrophiste qui, à partir d'une peur diffuse, entretient une forme de malthusianisme technique et économique. Il inscrit au contraire sa démarche dans la continuité d'une pensée critique du capitalisme qui cherche à donner un nouveau sens au progrès.

De ce point de vue, l'écocosocialisme constitue même une urgence. D'abord parce que les partis qui se réclament de l'écologie se révèlent malheureusement incapables d'en porter clairement le message, se trouvant dès lors relégués aux franges de la vie politique alors qu'ils se prétendent les garants d'un enjeu primordial. Ensuite, parce que nos sociétés ne sont pas à l'abri, faute d'une alternative, d'une « écologie réactionnaire », d'un « pétainisme vert » prenant prétexte des menaces qui pèsent sur elles pour justifier l'abandon de l'idée

3. André Gorz, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008.

même de progrès, une réduction autoritaire de certains modes de consommation et une discipline moralisatrice et conservatrice. Nourrie de la peur des conséquences du réchauffement (troubles politiques dans plusieurs régions du monde, poussée d'une immigration « climatique » liée aux effets du réchauffement), cette doctrine pourrait assumer des restrictions sécuritaires dangereuses. Au rythme où vont les choses, cette évolution n'est plus seulement une hypothèse.

Mais la menace la plus probable est celle de l'alliance d'une réaction, stigmatisant la menace migratoire représentée par les populations les plus exposées aux conséquences dramatiques du réchauffement, et d'une technocratie écologique imposant aux citoyens des pays les plus avancés des solutions d'urgence définies en dehors de tout débat démocratique. On aurait ainsi affaire à une nouvelle variante de la pensée unique prévalant déjà en économie, rendue indiscutable par la réalité des changements à affronter. Aussi devons-nous proposer une alternative fondée sur la redéfinition consciente et collective de notre organisation économique et sociale autour d'un autre modèle de consommation et de production.

LES ÉTAPES D'UNE RÉGÉNÉRATION INTELLECTUELLE ET MORALE

Si, comme on l'a vu, pareille mutation se situe dans le prolongement de notre histoire, elle ne se fera pas sans peine. En témoignent les tâtonnements auxquels se livrent depuis des années sur ces sujets les partis de la gauche européenne. Le premier, le SPD, autour de Peter Glotz, s'en était emparé dès 1989 : « Le marché, pouvait-on lire dans le programme qu'il avait inspiré, ne doit pas déterminer dans quelle direction la société se développe ». Celle-ci, y était-il précisé, doit viser non à la prospérité économique mais à l'épanouissement de l'individu que seule pourra permettre la reconnaissance des « valeurs féminines » comme « la sensibilité, l'imagination, l'amour, la convivialité ». Et d'en appeler alors à une restructuration de l'économie autour de la production de biens durables, d'une consommation maîtrisée incluant le recyclage des matériaux, une réduction des dépenses énergétiques et l'encouragement aux énergies nouvelles. Le SPD, en dépit de son histoire, n'hésitait donc pas à plaider pour une reconversion de l'industrie chimique et de l'industrie lourde, ou pour donner une priorité au transport collectif. Au point d'affirmer qu'« il faut que croisse ce qui

consolide les bases de la vie, améliore sa qualité, favorise l'autodétermination et les activités autonomes de création. Il faut que décroisse ce qui menace les bases naturelles de la vie ».

Mais ses propositions pour une économie verte, reprises par Oskar Lafontaine, son candidat à la Chancellerie, tombèrent malheureusement à plat. Destinées à reconquérir les jeunes et les classes moyennes diplômées, elles viendront au lendemain de la chute du Mur contredire les attentes d'un électorat ouvrier plus durement frappé par le chômage et d'un électorat de l'Est aspirant au contraire, après de longues décennies de pénurie, à profiter des « avantages » d'une société de consommation de masse. Si bien qu'affaibli par deux échecs consécutifs (1990, 1994), le SPD préférera s'en remettre pour la suite, autour de Gerhard Schröder, à un programme classiquement favorable à l'industrie dont il ne s'est plus éloigné depuis, renonçant à transformer l'essai.

Le processus, en France, va s'amorcer bien plus tard, et il suffit d'observer, comme l'a fait Timothée Duverger⁴, la façon dont le Parti socialiste s'y est engagé pour mesurer le chemin qui reste à parcourir. L'enjeu environnemental figure certes dans ses discours depuis plus de trente ans et dans son

4. Timothée Duverger, *Le Parti socialiste et l'écologie, 1968-2011*, Fondation Jean-Jaurès, septembre 2011.

projet depuis 1991, mais pour des raisons et sous une forme prêtant à interrogations. C'est en effet l'enjeu électoral qui devait conduire François Mitterrand le premier à « verdier » son discours lors de la présidentielle de 1981, avant que ses successeurs se soucient plus systématiquement de l'attrait que la proposition écologique pouvait représenter pour une partie de leurs électeurs. Aussi n'eurent-ils de cesse qui d'organiser par procuration l'offre écologique (que l'on veuille bien se souvenir du téléguidage de Génération Écologie), qui de nouer à tout prix des alliances avec un parti vert censées compenser le déclin du communisme français. L'accord passé en 2012 par Martine Aubry avec Cécile Duflot en témoignera... On comprendra dans ces conditions qu'ayant choisi de sous-traiter les problèmes politiques posés par les crises environnementales, les socialistes n'aient guère été à la pointe de la réflexion en la matière, malgré les efforts, déçus, de certains de ses dirigeants, confinés, lorsqu'ils choisissaient de se compter (Utopia, Pôle écologique), à des scores microscopiques traduisant mieux que n'importe quelle déclaration officielle les vraies préoccupations de l'appareil.

Aussi n'est-ce qu'à la marge que l'on vit évoluer un message reprenant le thème d'un « développement durable » d'autant moins compromettant qu'il permettait de continuer à croire dans le même modèle de croissance simplement tempéré. Au congrès de Nantes (1977), la déclaration finale

précisait ainsi qu'« entre la croissance zéro qui ne veut rien dire puisque, de toute manière, il faudra faire face aux remplacements de matériels vétustes et aux besoins de techniques avancées, et la croissance tous azimuts, le Parti doit assurer une croissance équilibrée qui protège l'homme dans son travail et dans sa dignité et facilite le maintien ou le rétablissement des équilibres naturels »⁵. Le Parti socialiste se gardait donc bien de remettre en cause la croissance en tant que telle, questionnant seulement ses modalités de calcul et de réalisation. Ce n'est qu'aiguillonné par les Verts qu'il choisira d'aller plus loin dans les années 2000, adoptant même en 2004 une « charte de l'écologie » avant qu'il n'inscrive, quatre ans plus tard, dans sa nouvelle déclaration de principes au titre de ses priorités « la prise en compte de la planète au même rang [...] que la promotion du progrès et la satisfaction équitable des besoins ». L'objectif du développement durable y figurera dès l'article 3, le principe de précaution à l'article suivant... même si le parti veille aussi à réaffirmer dans le même document sa foi dans le progrès. La critique de la croissance comme pensée unique est cependant ébauchée : « Le progrès économique et social, peut-on y lire, ne peut plus être apprécié à l'aune de la seule croissance de la production marchande, mais doit l'être à l'aide d'indicateurs reflétant la qualité effective des conditions d'existence et de travail des individus ». Laurent Fabius, l'un des tout premiers à s'être emparé du sujet, réussit même alors

5. « Motions nationales d'orientation », *Le Poing et la Rose*, juin 1977, Paris, p. 11.

à imposer sa formule d'« économie sociale et écologique de marché », qui confirme l'articulation sur un pied d'égalité de la critique sociale et de la critique écologique. Enfin, une convention nationale consacrée à ces sujets dans la perspective de la présidentielle de 2012 confortera ce processus en questionnant le sens de « la croissance pour la croissance », tout en voyant dans l'investissement vert un support pour celle-ci. Dans cette vision, certes évolutive, l'environnement n'est encore perçu par l'appareil socialiste que comme un coût à internaliser jusqu'à ce que le poids émotionnel des événements (Fukushima) et la proximité de plus en plus concrète des menaces ne finissent par perturber cette belle sérénité. La sortie du nucléaire deviendra ainsi brusquement l'un des enjeux de la primaire de 2011. Sans que cela ne se traduise pour autant par une transformation de la manière de penser l'écologie, traitée comme une question délicate mais finalement périphérique, non clivante puisque susceptible de faire l'objet d'un consensus transpartisan, une sorte de passage obligé de la bonne conscience politique, à l'instar de la défense des droits de l'homme ou de la lutte contre le racisme.

Les choses sont-elles en train de changer ? Rien n'est moins sûr ! Certes, la charte adoptée à l'occasion des États généraux de 2014 se réfère pour la première fois de manière explicite à la formule plus forte, plus engageante de l'écosocialisme. Certes, cette « conversion » est explicitée et justifiée par le risque, désormais mieux compris, que

représente pour l'humanité entière son incapacité à prendre les mesures propres à stopper le réchauffement climatique : « La planète, y remarque-t-on, atteint un point de non-retour écologique. L'accélération du réchauffement climatique est sans équivoque, sans précédent et sans conteste d'origine humaine. Avec sept milliards d'habitants – neuf milliards en 2050 –, produire, consommer, se nourrir, se déplacer, maîtriser l'énergie, en érigeant la quantité en référence unique et ultime, ne sera ni viable ni vivable ». Et d'en appeler à « un nouveau modèle de développement... pour mettre en harmonie développement économique, démarche écologique et justice sociale ». Mais, passé le constat, l'ambition se modère aussitôt : les auteurs du texte en effet ne se réclament plus, lorsqu'il s'agit de passer à l'action, que d'un « réformisme écologique (...) qui ne fait pas rimer précaution avec prévention à l'égard du progrès » et qui s'appuie sur une vision de l'économie qualifiée de « fonctionnelle (...), circulaire (...), positive » transformée progressivement par « des plans d'investissements massifs pour la performance thermique des logements et des bâtiments (...) un nouveau mix énergétique qui réduit la part des énergies fossiles, limite la dépendance au nucléaire et déploie les énergies renouvelables ». Dressant l'inventaire des mesures à prendre, les mêmes déclarent que « L'agro-écologie et les industries à haute valeur environnementale, gisements d'innovations et d'emplois, doivent être encouragées par la commande publique, l'épargne, la fiscalité écologique, la finance solidaire, et (qu'il faut) prendre appui sur les

entreprises et la recherche ». À la gravité et à l'urgence du problème ne sont, au fil du document, apportées que des réponses prudentes, incitatives et comptant, comme pour le financement des énergies renouvelables, sur le marché...

Comment s'étonner alors que loin de constituer l'axe de la nouvelle stratégie du Parti socialiste, cet appel à l'écossocialisme n'occupe en réalité que quelques paragraphes isolés au milieu de beaucoup d'autres, comme une concession faite à l'air du temps plutôt qu'une conversion complète et sincère à un projet appelé à renouveler de fond en comble la pensée socialiste ? L'appareil socialiste continue donc son chemin, articulant toujours davantage la critique écologique à sa critique sociale originelle mais sans accomplir sa révolution... qui pourrait avoir des allures de retour aux sources. Ne serait-ce pas en effet lui donner l'occasion d'une véritable et inattendue régénérescence que de l'inviter à revisiter les principes autour desquels l'idée socialiste s'est construite et que le Parti socialiste n'évoque plus que par habitude, mais dont il peut beaucoup attendre et espérer ?

QU'EST-CE QUE L'ÉCOSSOCIALISME ?

Que ressort-il de ce qui précède sinon que ce qui fonde l'écossocialisme, ce qui l'inscrit aussi dans la tradition du socialisme, c'est l'identification du mode de production actuel comme la cause non exclusive mais principale de la crise environnementale dont l'ampleur constitue désormais une menace mortelle ? Que ce qui fonde l'écossocialisme, c'est la conviction qu'il existe une adéquation entre les principes qui sont à l'origine du mouvement ouvrier et ceux qu'il faut aujourd'hui mobiliser pour répondre à cette crise dans *toutes* ses dimensions qui ne sont pas seulement « naturelles » mais aussi économiques, sociales, psychologiques, morales même. Être écossocialiste, ce n'est pas renoncer à être socialiste pour devenir écologiste, c'est transporter le combat écologique dans le combat socialiste et dès lors en renouveler les termes !

Être écossocialiste, c'est ainsi d'abord, pour les socialistes, redéfinir leur rapport au progrès, vieux compagnon de lutte dont l'épuisement les atteint. Son ambivalence est désormais certaine et le temps est passé où l'on pouvait l'assimiler naïvement à une inéluctable amélioration de la condition humaine. D'Hiroshima à Fukushima, la preuve a été

faite plus d'une fois depuis plus d'un demi-siècle que le progrès scientifique et technique pouvait être, à l'instar de la langue d'Esopo, la meilleure et la pire des choses. Le développement économique, soutenu par une innovation technologique continue, menace désormais la planète, découplant pour la première fois depuis la première révolution industrielle l'augmentation de la production de celle du bien-être.

Dès lors, l'avenir n'est plus porteur d'espérance mais d'inquiétudes, coupant le mouvement socialiste de sa destination. La gauche est en effet inconcevable sans l'idée de la perfectibilité de la personne comme de l'organisation humaine. Parce qu'elle repose sur la conviction « qu'il n'y a pas de problèmes que se pose l'humanité qu'elle ne puisse résoudre », elle se trouve, dans un monde sans espoir, comme un poisson hors de l'eau, sans respiration possible. Aussi lui faut-il pour reprendre souffle non pas renoncer au progrès mais revoir l'idée qu'elle s'en fait. L'écosocialisme veut ainsi mettre l'innovation technologique au service de la société et non plus d'abord du profit et de la rentabilité. Il en appelle à des choix visant à privilégier en matière de recherche de productivité l'économie de ressources naturelles, plutôt que de travail, et donc d'emploi. Il donne la priorité au développement des techniques de production d'énergie renouvelable, de recyclage ou de captage de carbone. Il assume dès lors le principe de précaution dont il se fait une idée précise qui le conduit à ne bloquer un processus que pour autant, au vu des connaissances

scientifiques disponibles, qu'il représente potentiellement un risque, mais un risque majeur pour la vie humaine, la diversité biologique ou l'avenir de la planète. Il se retrouve bien dans la définition qu'en donne désormais notre Constitution selon laquelle : « Lorsque la réalisation d'un dommage, bien qu'incertaine en l'état des connaissances scientifiques, pourrait affecter de manière grave et irréversible l'environnement, les autorités publiques veilleront, par application du principe de précaution, et dans leurs domaines d'attribution, à la mise en œuvre de procédures d'évaluation des risques et à l'adoption de mesures provisoires et proportionnées afin de parer à la réalisation du dommage ». Ainsi s'opposera-t-il à l'exploitation du gaz de schiste tant que ses méthodes d'extraction se révéleront aussi dangereuses pour l'environnement, voire au-delà dans la mesure où l'enjeu est moins d'augmenter nos capacités à produire de l'énergie qu'à en réduire la consommation. Et s'il ne met pas nécessairement en cause le nucléaire pour autant que sa sécurité soit évaluable et contrôlée de manière transparente, s'il en appelle à une réduction de la part de celui-ci dans la production d'électricité à un rythme compatible avec l'objectif de réduction à court terme des émissions de carbone, il se fixe pour objectif la fin de l'usage d'une technologie qui comporte trop de menaces pour l'avenir de l'humanité.

Mais l'écosocialisme va plus loin : il ne plaide pas pour le *statu quo*, ni pour un monde en état stationnaire. Il est

prêt à se ressaisir de l'idée de progrès pour autant qu'on en donne une définition plus large, plus riche : celle de progrès humain, fondée sur la prise en compte de la qualité de la vie en société, rejoignant la réflexion désormais largement engagée visant à substituer à la définition de la prospérité que constitue le PIB une autre incluant la santé, l'accès au savoir, la nature des relations sociales, des emplois, etc., bref tout ce qui fait la richesse d'une vie humaine. Il est en effet convaincu de porter un véritable projet de société en rupture avec la logique prévalant aujourd'hui qui consiste à substituer la logique marchande à tout autre critère d'évaluation. Il dénonce dans ce processus un recul de civilisation puisqu'il menace tout ce qui a une valeur propre indépendante de son utilité pratique : la culture, la convivialité, la vie même. Ainsi cherche-t-il à maintenir l'économie dans le champ qui est le sien, la production de services et de marchandises, en orientant ses méthodes et ses débouchés. Il revendique le principe d'une économie mixte, la loi du marché devant cohabiter avec les règles sociales, environnementales définies par la collectivité, voire, lorsque l'intérêt général est en jeu, s'y soumettre. C'est qu'il nous faut, comme nous y invitait déjà Karl Polanyi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, éviter de confondre la liberté et le marché, au risque, à l'instar des régimes totalitaires, de faire disparaître l'une avec l'autre. Et dès lors réapprendre à articuler la liberté et la contrainte qui ne peut être, dans une société complexe, qu'un subtil équilibre. « Seule la balance des libertés perdues et gagnées à

un sens », concluait l'auteur de *La Grande transformation*, pour autant que soient exclues de ce savant calcul celles des libertés qu'il qualifie d'« intouchables », d'« intangibles »⁶.

Être écossocialiste, c'est ensuite considérer que la lutte contre les inégalités est indissociable du combat pour la protection de l'environnement. D'abord parce qu'il existe une indéniable continuité entre le combat mené tout au long du XX^e siècle pour imposer au marché le respect du « social » et celui qui nous attend pour l'obliger à prendre en compte « l'écologique » ou « l'environnemental ». Dans les deux cas, il s'agit bien d'obliger l'entreprise à considérer que la poursuite du profit qui la guide n'est pas une loi qui vaut pour la société tout entière. Que celle-ci a des objectifs distincts concernant son équilibre, voire sa survie, qui ne peuvent ni ne doivent être contournés. L'écossocialisme est une réaffirmation de l'existence de la société en tant qu'entité distincte de l'économie et englobant celle-ci. Ensuite, parce que la question environnementale est une question sociale : plus la croissance sera équitablement partagée, moins il sera nécessaire qu'elle atteigne des niveaux élevés ! Et les conséquences du réchauffement climatique seront d'autant plus lourdes que certaines populations, parmi les plus déshéritées, y auront été plus exposées. Être écossocialiste, c'est constater que les inégalités

6. Karl Polanyi, *La Grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, 1944, rééd. Paris, Gallimard, 2009.

sont sources de gaspillages qui accentuent encore les effets de la destruction des ressources naturelles et des matières premières. Et c'est comprendre que la dégradation de l'environnement est la source d'injustices nouvelles, dont sont d'abord victimes les plus pauvres, les moins informés, les moins considérés. Le ministère de la Santé ne reconnaissait-il pas que les inégalités de santé étaient liées à 80 % non à des facteurs individuels mais sociaux⁷ ? On sait aussi aujourd'hui que les nuisances telles que le bruit et la pollution, mais aussi la précarité énergétique, sont inversement proportionnelles au niveau de revenus observé dans les quartiers ou espaces ruraux. Être écossocialiste, c'est dès lors vouloir donner, entre les territoires et entre les nations et au sein de chacune d'entre elles, une impulsion nouvelle aux idéaux de redistribution auxquelles nous restons indéfectivement attachés. De ce point de vue, le combat à engager n'est pas sans rappeler celui mené depuis deux siècles autour des droits de l'homme, droits formels que la gauche n'a eu de cesse de faire pénétrer dans la réalité. Proclamés officiellement depuis plusieurs décennies, les droits et devoirs de l'homme dans le domaine de la protection de l'environnement restent trop souvent déclaratifs. Que penser par exemple de la superbe formule adoptée à la Conférence mondiale sur l'environnement de Stockholm, organisée en 1992 dans le cadre des Nations unies, selon

7. Marguerite Moleux, Françoise Schaezel, Claire Scotton, *Les inégalités sociales de santé. Déterminants sociaux et modèles d'action*, Inspection générale des affaires sociales, 2011.

laquelle : « L'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être. Il a le devoir solennel de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures » ? Que peuvent en penser les victimes des grandes inondations ? Les ouvriers du tiers-monde confrontés à l'usage systématique de substances dangereuses et même mortelles ? Aux habitants de ces îles-États du Pacifique condamnés par l'élévation inéluctable du niveau des océans ?

Être écossocialiste, c'est aussi redonner une légitimité à l'intervention publique, mise en pièce depuis trente ans par une vague libérale que la crise financière et environnementale doit faire reculer. C'est par l'écossocialisme que nous pourrions reprendre l'initiative et sortir de débats piégés depuis la chute du Mur : une lutte efficace contre le réchauffement ne peut en effet reposer sur des mécanismes d'ajustement trop aléatoires. Pour déboucher sur les résultats et les transformations qu'exige l'urgence écologique, doivent s'imposer, à tous les niveaux – national et européen –, de nouveaux instruments de régulation, d'évaluation et de planification indicative, notamment pour maîtriser l'évolution des approvisionnements et de la consommation énergétiques. Le rôle des collectivités décentralisées, et en particulier des agglomérations, sera ici déterminant. C'est à leur échelle, en s'appuyant sur les réserves d'informations que représente le développement du

numérique, que pourront être développés les mécanismes de coordination (transport collectif par exemple) ou d'aménagement (recyclage et économie circulaire, etc.) qui permettront de renverser les tendances actuelles à l'augmentation des activités et des consommations émettrices de carbone. Ces plans devront naturellement s'imbriquer les uns dans les autres jusqu'à l'échelon régional puis national et, enfin, continental !

L'écোসocialisme oppose ainsi aux mécanismes d'incitation fondés sur des logiques de marché une approche plus volontariste. Les formules de « quotas d'émission » échangeables n'ont abouti à aucun résultat tangible depuis leur mise en place, c'est-à-dire plus de vingt ans. Il convient donc de leur substituer soit de véritables quotas soit des mesures fiscales adaptées. L'enjeu étant de rapatrier au sein du système de prix le coût réel pour la collectivité des activités polluantes, la meilleure formule semblerait celle proposée par Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux d'une taxe sur le carbone ajouté (TCA), qui fonctionnerait comme la TVA et permettrait du coup de frapper les importations de produits à haute teneur en carbone venant d'entreprises qui se sont progressivement délocalisées⁸. Sait-on en effet que si nos émissions de carbone liées aux productions locales ont baissé en Europe, celles liées à notre consommation ne cessent d'augmenter ?

8. Voir notamment Éloi Laurent et Jacques Le Cacheux, « Carbone sans frontières. Quelles solutions fiscales face aux émissions importés ? », *Revue de l'OFCE*, n° 122, 2012.

De même, l'État devra se saisir des enjeux relatifs à l'assurance des populations face à un risque non plus social mais environnemental nouveau, dont l'ampleur le fera nécessairement échapper aux mécanismes classiques de l'assurance privée. Le coût économique des événements climatiques ne cesse ainsi de croître pour représenter sur les trente dernières années mille milliards de dollars aux États-Unis et près de cinq cent milliards d'euros en Europe, la moitié de l'impact étant le fait d'un petit nombre d'événements majeurs.

De même conviendra-t-il d'encourager le consommateur à se tourner vers les services collectifs ou l'immatériel comme de chercher à anticiper l'impact des innovations technologiques. Autant d'exercices familiers aux socialistes qui devront en revanche encourager une refonte des modalités de l'action publique. Bien sûr, il ne saurait s'agir d'en revenir à des formes traditionnelles, encore que les nationalisations pourraient se trouver justifiées dans certains cas, mais plutôt d'encourager le travail conjoint d'une multitude d'acteurs, autour d'objectifs définis démocratiquement, en somme d'une nouvelle alliance entre une collectivité publique réformée et une société responsabilisée. L'écোসocialisme est donc inséparable d'une réforme de l'État comme d'un approfondissement de notre démocratie...

Être écôsocaliste, c'est dès lors promouvoir une vision neuve de la démocratie, plus pédagogique, plus

transparente, plus ouverte sur la société. L'écosocialisme ne vise pas à culpabiliser le citoyen mais à l'associer aux politiques visant à traiter des enjeux qui touchent aussi à sa vie quotidienne, du logement au transport en passant par les avantages qu'il peut représenter pour le pouvoir d'achat *via* les économies d'énergie par exemple : l'écosocialisme se veut un mouvement populaire, tourné vers les gens, récusant et le catastrophisme, qui nourrit les peurs et les haines, et le technocratisme, qui encourage les résistances et la défiance. À cet égard, l'écosocialisme est inséparable d'une écodémocratie. L'acceptation d'un certain degré de risque, la définition des limitations à apporter à certaines formes de production ou de consommation, les incitations adressées au marché, la mise en place d'une nouvelle planification, ne peuvent évidemment se concevoir sans une totale transparence des choix politiques, ni sans la participation active des citoyens ou des groupes qui les unissent. De la même manière, l'importance prise par le contrôle de la connaissance scientifique et l'appropriation du pouvoir financier et symbolique par un groupe limité, placé à la tête d'immenses appareils, contribuent à faire de la question de la démocratie un combat politique mais aussi social majeur. Cette nouvelle donne conduit en effet à considérer que la question de la répartition du pouvoir n'est plus réglée seulement par la seule intervention du suffrage universel. À cet égard, le mouvement socialiste n'échappe pas aux questions soulevées par la crise contemporaine de la démocratie : faible participation électorale ; critique de la

représentation ; réduction de l'éventail des choix, etc. Pour répondre, ne faut-il pas revenir à l'essentiel ?

Rappelons ainsi que le ralliement du socialisme à la démocratie s'est accompagné de caractéristiques déjà mises en avant, en leur temps, par Eduard Bernstein, Henri De Man ou Jean Jaurès, à savoir la consolidation de la citoyenneté politique par l'affirmation d'une citoyenneté sociale, tout cela dans un cadre national. Ce sont ces trois piliers qui doivent être aujourd'hui remis en discussion. L'écosocialisme doit, en premier lieu, conduire à lutter pour l'extension du suffrage et de la citoyenneté politique en revendiquant un suffrage vraiment universel. Cette lutte, gagnée très tôt en France pour l'électorat masculin, s'est prolongée tout au long du XIX^e siècle dans la plupart des grands pays européens et aux États-Unis. Elle ne fut achevée qu'avec la reconnaissance du droit de vote des femmes acquis en France seulement en 1944. Ce combat reste toujours d'actualité, notamment lorsqu'émergent ce que de nombreux politologues appellent « les exclus du suffrage universel » : les jeunes, les classes populaires sont ainsi de moins en moins nombreux à s'inscrire sur les listes électorales et à voter. Comment réintégrer concrètement et non plus formellement ces catégories entières de la population dans la citoyenneté ?

Cette question se dédouble dans la mesure où le retrait civique des catégories populaires se croise avec un

processus de « confiscation » du politique par les lobbys représentatifs des grands intérêts économiques et qualifiés de « post-democracy », dont l'influence s'exerce jusqu'à l'intérieur des partis sociaux-démocrates oubliés, par leur composition comme par leur pratique, des milieux qu'ils sont pourtant censés représenter. C'est dire que l'écosocialisme ne peut se concevoir sans une réforme (une « rénovation ») en profondeur des organisations politiques censées l'incarner. Ce combat est inséparable de la préservation d'un espace public au sein duquel l'intérêt général peut être normalement débattu, ce qui suppose de pratiquer « un art de la séparation » (cher au philosophe Michael Walzer) garantissant qu'un avantage acquis dans l'une des sphères du pouvoir – qu'elle soit économique, sociale, politique ou autre – ne puisse influencer et déséquilibrer le rapport des forces dans une sphère contiguë : l'influence qu'un détenteur de richesses pourra exercer sur le système politique devra ainsi être limitée. De la même manière, la façon dont les responsables politiques pourront user des pouvoirs qui sont les leurs dans d'autres domaines que ceux qui leur sont confiés devra être empêchée (ce à quoi pourra contribuer une stricte limitation des mandats). Une façon d'actualiser le principe libéral en montrant combien le socialisme moderne, tout en se distinguant de celui-ci, ne s'en sépare pas en reconnaissant que c'est moins l'autonomie des individus, alors, que celles des institutions qui est en dernière instance le meilleur garant des libertés.

Cette protection de la démocratie, des influences qu'elle peut être appelée à subir et qui la détournent de l'intérêt général, conduit naturellement à se fixer pour seconde priorité de préserver et de favoriser la qualité du débat démocratique. Un autre penseur socialiste en est fait le promoteur : Jürgen Habermas revendique ainsi la création d'un espace public, médian entre la sphère privée (la famille et le marché) et la sphère étatique (la bureaucratie) à travers lequel un public de plus en plus large participe par le détour de la discussion et de l'argumentation à la formation des décisions collectives. S'il note que l'évolution de la société marchande a eu pour conséquence de vider les lieux censés symboliser la définition collective de l'intérêt général de leur substance, il ne lui échappe pas que cette menace du marché a été relayée par celle de l'État à travers les dérives totalitaires dont le XX^e siècle a donné malheureusement l'exemple. Dès lors invite-t-il la politique démocratique (c'est-à-dire l'exercice de sa souveraineté par le peuple) à veiller au respect des procédures et des règles qui garantissent la recherche par la discussion du bien commun. Plaidant pour « une éthique de la discussion », Jürgen Habermas considère que dans une société où la tradition a définitivement perdu de sa force, c'est aux discussions et aux arguments qu'il appartient de refonder les rapports sociaux. Il importe donc de déployer, à tous les niveaux mondiaux, nationaux et locaux, des espaces de discussion et de dialogue en tenant en respect aussi bien la sphère économique que la sphère étatique ; aussi bien l'intérêt privé

que la bureaucratie, pour dégager l'intérêt collectif. Se trouvent là jetées les bases d'une démocratie participative, certes, mais qui donne aussi un statut et des garanties à ceux qui sont en charge de l'expression de la conscience publique : lutter contre la concentration des médias, garantir la déontologie des journalistes, assurer la préservation d'un service public de radio et de télévision, etc. L'écossocialisme est un socialisme soucieux de l'environnement démocratique !

Mais la vitalité de la démocratie dépend aussi de celle de la citoyenneté sociale. Le recul de celle-ci avec la montée du chômage, le développement de la précarité, les restrictions apportées au système de protection sociale, l'interpelle par conséquent directement. Aussi considère-t-il la reconstruction de liens de solidarité comme indispensable à la solidité de notre démocratie, voire à toute perspective de changement. Ce qui appelle à la fois à la reconstitution d'un bloc de droits associés à chaque salarié qui tire les conséquences de l'éclatement du statut de l'emploi attaché jusqu'alors au seul contrat de travail, et à la reconstitution dans l'entreprise d'instances de dialogue et de négociation portant aussi sur la stratégie de l'entreprise, ses choix d'investissement, les conséquences de son activité sur les conditions de travail et la santé, mais aussi sur l'environnement au regard des critères fixés par la collectivité. Comme le suggère Isabelle Ferreras, cette mutation devra avoir pour objet d'imposer à l'entreprise en matière environnementale les mêmes raisonnements et les mêmes contraintes

qu'auparavant en matière sociale... tout en accroissant l'implication des salariés et en contribuant à un renouvellement des techniques managériales aujourd'hui facteurs de frustration et de démotivation⁹. L'écossocialisme réveille donc cette vieille part du socialisme, aujourd'hui oubliée sur les rayonnages, consistant à permettre un autre partage du pouvoir dans l'entreprise !

Le cadre enfin dans lequel s'exerce la démocratie est l'ultime problématique à laquelle l'écossocialisme, dans son approche de la démocratie, doit répondre. Le premier enjeu est évidemment la constitution (possible ?) d'une démocratie-monde et des bases sur lesquelles celle-ci pourrait opérer. Il est clair qu'elle ne pourrait être la simple prolongation de la coopération entre les États et de la logique parlementaire qui existe au niveau de chaque nation. Il faudra donc faire preuve, à cet égard, d'une véritable capacité d'invention. Mais la question se pose aussi de savoir si la démocratie ne doit pas se construire aussi contre l'État *via* une forte décentralisation du pouvoir (de manière à éloigner celui-ci de l'influence que peuvent exercer les grands leviers économiques et industriels) et l'organisation de réseaux associatifs capables de prendre en charge le maximum de responsabilités. On l'aura compris, cette revitalisation de la démocratie s'appuiera sur un réveil de la société civile que l'État devra encourager. Si cela passe par un

9. Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme ? Pour le bicamérisme économique*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

renforcement des autorités locales, cela suppose aussi de favoriser le développement et le rôle des réseaux associatifs. C'est l'idée développée par Benjamin Barber¹⁰ d'une démocratie forte qui ne soit pas seulement, selon la formule du philosophe américain John Dewey, un mode de gouvernement mais un mode de vie : « Il nous faut reprendre, dit-il, le langage traditionnel de la société civile et nous remettre à penser nos activités quotidiennes comme référées à trois sphères : les pouvoirs publics, le secteur privé et le domaine civil, ou espaces civiques ou encore société civile. Cet espace civique se situe entre la sphère du gouvernement et celle du secteur privé. Ce n'est pas là que l'on vote ni que l'on fait commerce ; c'est le lieu où l'on rencontre ses voisins pour parler de la surveillance d'un carrefour, organiser une kermesse pour l'école du quartier, discuter de la façon dont l'église ou la synagogue pourra abriter des sans-logis, ou organiser un tournoi sportif pour les enfants. Nous restons bien dans un domaine « privé » voué à la poursuite coopérative (non obligé à l'intérêt public). Cette aire de la coopération et de voisinage partage avec le secteur privé l'avantage de la liberté : il est volontaire et constitué d'individus et de groupes librement associés ; mais à la différence du secteur privé, il vit des intérêts collectifs et utilise des modes d'actions consensuels, c'est-à-dire intégrateurs et coopératifs ».

10. Benjamin R. Barber, *Strong Democracy: Participatory Politics for New Ages*, University of California Press, 2004.

Être écosocialiste, c'est donc au final promouvoir un nouveau modèle de développement et ne plus tout attendre de la croissance. C'est considérer que la relance de notre économie doit s'appuyer d'abord sur la mutation de nos modes de production, en accompagnant nos entreprises et d'abord notre industrie dans ce processus. L'écosocialisme n'est donc pas l'adversaire de l'industrie, et cela d'autant moins qu'il sait bien que le repli de celle-ci revient trop souvent à transférer dans des pays plus fragiles les activités les plus polluantes. Il estime que l'enjeu est au contraire d'encourager les différentes branches industrielles dans la reconversion de leurs techniques qui devront être rendues plus performantes « énergétiquement ». Il s'agira tout aussi bien de les préparer à intégrer de nouveaux objectifs comme la durabilité de leurs produits (au lieu de l'obsolescence programmée d'aujourd'hui), leur réparation, leur récupération et leur recyclage.

Ce nouveau modèle doit permettre de retrouver le temps long du développement mis à mal par la finance, de remettre le travail et les compétences humaines au cœur des activités productives, de réorienter celles-ci vers les besoins fondamentaux et les nouveaux usages, de démocratiser les lieux de production, d'assurer la transition écologique et l'efficacité énergétique, de favoriser l'ancrage territorial des activités et de maîtriser l'ouverture des économies pour ne pas favoriser le moins-disant social ou écologique. Être écosocialiste, c'est donc considérer que si elle facilite la redistribution et le

plein-emploi, la croissance n'en est pas la condition exclusive. Ainsi, une politique fiscale plus juste ne dépend pas seulement de la taille du gâteau mais d'abord de la détermination de ceux qui contribuent à le découper, qu'il s'agisse de son degré d'universalité (tous les revenus sont-ils pris en compte et de quelle manière ?), de sa progressivité comme de la place laissée aux services publics dont l'accès n'est pas commandé par le niveau de revenu. De la même manière, à la question de l'emploi peuvent être apportées d'autres formes de réponses prenant mieux en compte les temps de la vie (formation tout au long de la vie, réduction du temps de travail, etc.), réponses qui appartiennent à notre tradition et qui s'inscrivent parfaitement dans la logique d'un autre modèle de développement.

Il ne faut cependant pas se cacher que là se trouve sans doute l'élément le plus délicat de cette approche novatrice. Dopée au taux de croissance, notre économie peut-elle s'en passer ? En d'autres termes, le découplage est-il possible qui consisterait à dégager les ressources nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de chacun tout en diminuant nos émissions de carbone dans les proportions permettant de limiter à 2 degrés Celsius l'élévation des températures ? En termes relatifs, ce découplage opère indiscutablement : l'intensité énergétique, c'est-à-dire le niveau d'énergie primaire par unité produite, a diminué d'un tiers en quarante ans, entraînant consécutivement une baisse de

l'intensité en carbone de près de 25 %. Mais ce processus, indispensable, ne peut nous aider à résoudre le problème posé, à savoir la baisse en valeur absolue des émissions de carbone, que si l'efficacité énergétique progresse plus vite que le PIB mondial et la population.

Or la réalité est bien différente : les émissions de carbone ont ainsi progressé en valeur absolue de 80 % depuis 1970 et 40 % depuis 1990, année de référence pour les objectifs de Kyoto. Atteindre ceux-ci tout en continuant à réduire les écarts de revenus entre les pays les plus riches et les pays les plus pauvres supposerait donc de diviser l'intensité carbone de nos économies par... 55 (et par 130 si le revenu des plus riches devait continuer à croître de 2 %). Si l'on veut bien ajouter à cette hypothèse celle d'un indispensable transfert de technologies et de ressources des nations les plus avancées, et historiquement responsables de la situation, vers celles dont le développement menace les équilibres écologiques mais auxquelles le droit à l'amélioration du niveau de vie de ses habitants ne peut être dénié, on en vient nécessairement à la conclusion que notre propre niveau de croissance ne pourra plus s'élever dans les prochaines décennies... sauf à renoncer à réduire les inégalités à l'échelle mondiale et à choisir de traiter les conséquences du réchauffement par le « chacun pour soi ».

Ce constat est-il incontournable ? C'est le sentiment que donne le relatif échec du « Green New Deal » souhaité au

cœur de la crise par tous ceux qui proposaient d'orienter la relance par l'investissement vers les économies d'énergie, les infrastructures et transports propres, etc. Or seulement 15 % des dépenses engagées pour contrer l'effet récessif de la crise financière y furent au final consacrés (soit à peine 0,25 point de PIB mondial). Augmenter cet effort reste évidemment indispensable. Mais il est désormais plus qu'évident qu'il ne nous aidera à résoudre le dilemme auquel nous sommes confrontés qu'à la condition de l'accompagner d'une modification de la structure même de nos économies. Cela signifie que celles-ci ne devront plus être tout entières dédiées à la croissance la plus forte possible mais à un développement maîtrisé, encadré par les limites écologiques qui lui seront assignées. Comme il ne saurait être question de réduire la productivité du travail pour d'évidentes raisons de compétitivité, il en résultera une baisse nécessaire du temps de travail qui contribuera à son tour à réduire le chômage. Et comme il conviendra d'orienter l'investissement vers les réalisations susceptibles à la fois d'améliorer l'efficacité énergétique des entreprises, de développer les énergies renouvelables et de réduire les activités polluantes, l'épargne devra être encouragée au détriment de la consommation *via* la médiation de la puissance publique mieux placée pour financer des investissements dont le rendement à long terme sera forcément limité.

Afin d'éviter que cette réorientation de l'activité ne s'accompagne de son ralentissement, il sera indispensable de

réinventer des mécanismes de planification de préférence indicative. Parce qu'elle conduira enfin à une stabilisation de la consommation, cette stratégie invitera à une renégociation du pacte social. Plus question, en effet, de financer les pathologies sociales par une fuite en avant, c'est-à-dire *via* les ressources nouvelles offertes par la croissance. La société se trouvera donc placée devant une responsabilité collective, celle de réviser son organisation en fonction des objectifs qu'elle juge prioritaire. La prise en compte des enjeux d'égalité et de justice entraînera donc une refonte de notre système de redistribution, à commencer, on l'a vu, par la fiscalité. Il s'agira donc bien de lutter contre ce goût pour l'illimité qui a caractérisé la société industrielle et qui se fonde sur la comparaison des statuts. De promouvoir une idée du bonheur fondée non sur le niveau de revenus ou des ressources que l'on peut acquérir ni sur « la différence qui s'établit entre ce que je possède et peux montrer et ce que l'autre possède et peut montrer »¹¹, mais sur la satisfaction des besoins éducatifs, culturels, relationnels. L'idée sera donc bien de substituer progressivement à des satisfactions matérielles ou d'amour-propre le bien-être lié à la qualité des rapports sociaux et humains.

Être écosocialiste revient donc aussi à vouloir rendre au socialisme sa dimension éthique et son exemplarité. Ce sont ses représentants qui devront les premiers témoigner de leur

11. Richard Layard, *Le Prix du bonheur*, Paris, Armand Colin, 2007.

engagement en faveur de nouvelles pratiques fondées sur la recherche de l'équilibre et de la modération. C'est ainsi par l'écossocialisme que nous parviendrons à redonner tout leur poids aux valeurs dont nous sommes historiquement porteurs et dont nous nous sommes peu à peu éloignés. Refuser la logique destructrice d'une croissance marchande sans bornes, c'est choisir d'autres références sociales, celles de l'éducation, de la prévention, de la gratuité. Et c'est en donnant l'exemple de l'humilité, de la solidarité, du partage y compris du pouvoir, que nous pourrions promouvoir une autre logique sociale. Le socialisme moderne sera ainsi d'autant plus lui-même qu'il saura se réapproprier les formes élémentaires et facilement popularisables de la convivialité, de l'entraide, de la mesure et du désintéressement. Bref, rendre au lien social son importance et sa valeur en soi, et au comportement de chacun, et d'abord à ceux qui sont investis de responsabilités publiques, sa vertu pédagogique. Cette ambition devra nous conduire à revoir les modes de fonctionnement de nos partis qui semblent plus que jamais inspirés par le libéralisme sauvage : carriérisme, professionnalisation précoce, égotisme médiatique, choc des ambitions, violence du langage, cynisme assumé dans de constants rapports de force, soif de puissance. L'écossocialisme est au contraire une invitation à la modération des ambitions comme des pouvoirs. Il suppose une rotation dans l'exercice des responsabilités, une collégialité systématique de la décision, le refus de l'apparat, un respect des autres, un goût sincère pour les idées, autant d'objectifs qui devront se

matérialiser d'abord dans de nouveaux comportements mais aussi dans de nouvelles règles. L'écossocialisme est donc inséparable d'une rénovation en profondeur du Parti socialiste.

Plus largement encore, l'écossocialisme nous armera contre la montée des valeurs identitaires et autoritaires à travers lesquelles ressurgit le besoin d'un collectif de référence. En soulignant la solidarité qui doit nécessairement exister, à tous les échelons – locaux, nationaux et mondiaux –, pour maîtriser le risque lié au réchauffement climatique, il nous conduit, contre les libéraux-conservateurs, à revaloriser les notions de coopération qui sont à la base de toute communauté humaine active. Plutôt que de se tourner vers le passé, il offre aux hommes un nouveau projet d'avenir bien éloigné du fatalisme, de l'égoïsme ou de la nostalgie ambiante, terrain sur lequel prospèrent les rhétoriques réactionnaires.

Être écossocialiste, c'est choisir enfin de remettre au goût du jour des problèmes qui ont de tous temps passionné le mouvement socialiste. Ainsi du droit de propriété, appelé à subir de nouvelles limitations au nom de la protection de l'environnement mais dont l'usage pourra, s'agissant par exemple de la voiture, être soumis à de nouvelles limitations ou formes d'utilisation collectives, en un mot : de partage ! De même encore, pour certains marchés dont la création, loin de dépendre de l'initiative privée, reposera entièrement sur la décision de la collectivité d'imposer ou de subventionner

certains types de production ou de consommation (solaire, etc.). De même, enfin, conviendra-t-il de chercher à favoriser, à l'échelle mondiale, un système de gouvernance qui assure la protection des « biens publics mondiaux » que sont les océans, les fleuves, l'atmosphère, etc. renouant avec l'internationalisme à partir de questions concrètes. C'est rouvrir toutes grandes les portes de la réflexion collective, récuser les tabous, reformuler ce qui semble des évidences en les soumettant au crible du besoin et de l'usage collectifs !

CONCLUSION : L'ÉCOSSOCIALISME, UN PROJET DE CIVILISATION

Sur quelles forces autres que celles de la nécessité imposée par l'imminence de la crise climatique l'écossocialisme pourra-t-il s'appuyer ? Prêchant une autre façon de produire mais surtout de consommer, ne risque-t-il pas d'être d'abord perçu par les catégories populaires comme un « appeau à bobos » ? C'est la raison pour laquelle il importe de le retirer aux seuls écologistes pour le replacer dans la perspective d'un combat plus large contre les forces dominantes du capital alliées à celles de l'expertise technicienne ou médiatique. L'écossocialisme ne peut dissocier son combat de celui des salariés pour leur association plus étroite au pouvoir dans l'entreprise, des usagers pour une meilleure qualité du service public, des fonctionnaires pour une réforme de l'État qui réconcilie la culture de l'intérêt général avec la recherche d'une plus grande efficacité, c'est-à-dire d'une plus grande adéquation avec les besoins sociaux des citoyens pour une participation accrue à la décision. L'écossocialisme fait système : il souligne l'imbrication des liens existant dans la société, l'interdépendance croissante des logiques à l'œuvre. Il jette les

bases d'une alliance politique entre tous ceux que les techniques managériales et les logiques marchandes affaiblissent, appauvrissent, rétrécissent. Pour y parvenir, il devra fixer clairement ses cibles et enclencher pour les atteindre des processus donnant un véritable pouvoir aux forces qu'il s'agit de mobiliser. Il serait en effet paradoxal de prétendre remettre en question des logiques centralisées par des méthodes identiques... La gauche, qui s'est éloignée du peuple en privilégiant les « compétences » depuis des décennies, saura-t-elle opérer ce ressourcement ? Saura-t-elle retrouver confiance dans ce qui ne correspond pas à sa définition étriquée du politique (mouvement associatif, sections syndicales, collectifs d'usagers, etc.) ?

La nature de son message y contribuera grandement : si « l'allègement de l'existence humaine » (selon la formule de Peter Sloterdijk¹²) n'est plus inéluctable, il reste néanmoins possible et peut constituer de ce fait l'objectif prioritaire de la gauche. L'avenir n'est pas fait que d'incertitudes ou d'une promesse de déclin. Il est aussi pour une part prévisible en tant que conséquence des décisions humaines et, dès lors, « orientable ». À cet égard, si l'écosocialisme rompt avec cette idée, héritée du scientisme du XIX^e siècle, qui voulait que tout changement constitue nécessairement une amélioration ou un

perfectionnement, il ne s'en sépare cependant pas complètement puisqu'il conserve du vieux progressisme la notion d'un mieux, c'est-à-dire d'un idéal par rapport auquel appréhender la nocivité ou le caractère bienfaisant d'un événement. Il assume donc une subjectivité, une volonté de juger celui-ci en fonction de finalités qu'il poursuit, qu'il estime bonnes ou meilleures que le recul ou le *statu quo*. Réintroduisant la notion de « valeurs », il récusé dès lors la tentation contemporaine de ne plus juger du progrès que d'un point de vue scientifique ou technique en fonction de la plus ou moins grande utilité offerte par une innovation. Il aspire à confronter ces changements à des critères tirés de l'idée que nous nous faisons de la société. Nous l'avons vu, ces valeurs sont celles qui nous ont accompagnés tout au long de notre histoire moderne : la démocratie, c'est-à-dire la capacité des hommes, qu'il veut renforcer, à prendre les décisions qui engagent leur avenir (au lieu de les laisser aux mains d'hommes de pouvoir, d'affaires, d'experts, ou de savants), la justice (c'est-à-dire la répartition équitable des bienfaits comme des inconvénients de l'ordre social) et la préservation de l'avenir (à savoir le maintien d'un environnement qui garantisse, aux contemporains comme aux générations à venir, de vivre dans des conditions au moins équivalentes à celles d'aujourd'hui).

Se fixer pareil objectif a-t-il encore un sens ? On peut se le demander si l'on veut bien se souvenir que l'émergence de l'idée de progrès est contemporaine de celle

12. Peter Sloterdijk, *Règles pour le parc humain*, Paris, Mille et une nuits, 2000.

de l'individualité libérée des entraves de la superstition comme de la rareté : pour les philosophes des Lumières, l'enjeu n'est plus tant le perfectionnement de l'être que le développement du « bien-être », horizon inatteignable et toujours en vue. « La félicité, écrivait Hobbes, est une continuelle marche en avant du désir, d'un objet à l'autre, la saisie du premier n'étant encore que la route qui mène au second »¹³. Si, avec la révolution industrielle, Prométhée s'est libéré de ses chaînes, ce sont celles-ci qu'il lui faut apprendre désormais à aimer. Et si la volonté d'agir doit être réhabilitée, elle ne pourra s'exercer que dans des limites que l'intérêt de la planète nous fixe et que nous devons désormais assumer pleinement.

L'État de droit en a constitué un premier exemple, obligeant la volonté populaire à se soumettre à des formes et des règles intangibles. C'est à d'autres règles – de précaution, de préservation, de protection – que nous devons maintenant subordonner notre pouvoir. Il s'agit en quelque sorte de tirer toutes les conséquences de l'indispensable prise de conscience que la nature et l'imminence du risque climatique comme le recul de la biodiversité nous invitent à opérer.

L'écosocialisme est donc un projet politique global : un projet de société. Plutôt même un projet de civilisation ! Il constitue à cet égard un ensemble plus cohérent que tout autre

13. Thomas Hobbes, *Léviathan*, Paris, Sirey, 1971.

et peut-être que les autres formes de socialisme n'ont jamais été. Sa vision de l'environnement ne se limite pas à la protection de la nature ou des espèces ; elle inclut tout ce qui fait une vie humaine : la beauté, le savoir, le respect, la sociabilité, etc. Et c'est au nom de la protection de cet environnement, aussi culturel et social, qu'il invite les hommes à s'organiser, c'est-à-dire à ne pas céder aux formes d'impuissance que l'atomisation de la société a insinuées dans les esprits depuis des décennies. La nouveauté de la démarche, c'est qu'elle ne s'assigne plus un but final. Elle repose au contraire sur l'inventivité démocratique et sociale et constitue une invitation à approfondir tous les mécanismes de participation et de délibération.

Comment ne pas voir que l'écosocialisme est, au final, le point de rencontre d'une série d'évolutions, le point de maturation de mutations politiques, économiques et sociales dont il nous invite à tirer toutes les leçons ? À cet égard, le défi lancé à la gauche, mais aussi à la société comme à l'État, n'est pas moindre que celui que nos grandes nations furent invitées à relever au lendemain de la Grande Dépression puis de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agissait là aussi de trouver des réponses à des dérèglements que nul, ou presque, n'avait alors anticipés. Il s'agissait là aussi de réconcilier les sociétés avec elles-mêmes. Face à cet enjeu, l'urgence écologique est en mesure de jouer le rôle d'un formidable éveilléur de consciences : elle démontre en effet l'absolue nécessité de

L'écossocialisme

nouvelles formes d'organisation et de développement que l'exigence de justice sociale aussi bien que la survie de la planète placent désormais au sommet de notre agenda !

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-080-9

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie PANOPLY
AOÛT 2015

L'ÉCOSOCIALISME

À l'heure d'un hyper-économisme qui réduit le politique comme peau de chagrin, favorise une insupportable montée des inégalités et met en péril nos conditions de vie sur la planète, comment redonner aux socialistes l'ambition de transformer la société ?

Pour Gaëtan Gorce, cette ambition passe par une idée nouvelle : l'écosocialisme. Un véritable projet de civilisation, imposé par l'imminence de la crise climatique, qui parie sur l'inventivité démocratique et sociale des citoyens.

Gaëtan Gorce est sénateur de la Nièvre depuis 2011, après avoir été député entre 1997 et 2011. Aujourd'hui conseiller municipal de La Charité-sur-Loire, il en a été maire de 2001 à 2014. Il a notamment publié *L'avenir d'une idée : une histoire du socialisme* chez Fayard en 2011.

www.jean-jaures.org



ISBN : 978-2-36244-080-9

6 €

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES




Fondation
Jean Jaurès